

Recherches sociographiques



Jacques CHEVALIER, Bruno JEAN, Juan-Luis KLEIN et Nicole SZTOKMAN (dirs), *De la Loire au Saint-Laurent : des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*

Benoît Lévesque

Volume 34, numéro 2, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056776ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056776ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lévesque, B. (1993). Compte rendu de [Jacques CHEVALIER, Bruno JEAN, Juan-Luis KLEIN et Nicole SZTOKMAN (dirs), *De la Loire au Saint-Laurent : des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*]. *Recherches sociographiques*, 34(2), 337–340. <https://doi.org/10.7202/056776ar>

colloques à venir. Il faudrait les centrer sur quelques recherches de fond, substantielles, sur des thèmes différents couvrant bien l'ensemble des dimensions du leader à l'étude. Matériaux inédits et discussions des travaux existants feraient la substance de ces communications dont la portée pourrait être majeure. Leurs auteurs seraient invités à prendre à bras le corps les thèses les plus admises afin, si possible, de dégager des interprétations nouvelles. Ces textes seraient communiqués à l'avance à des observateurs de choix, qui ont bien connu le leader, et auprès des chercheurs dont les travaux sont mis en discussion; tous seraient invités à venir témoigner et réagir par de courtes communications. Nous aurions ainsi la matière à de véritables débats susceptibles de faire progresser les connaissances.

Stéphane DION

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

Jacques CHEVALIER, Bruno JEAN, Juan-Luis KLEIN et Nicole SZTOKMAN (dirs), *De la Loire au Saint-Laurent: des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*, Rimouski, Chicoutimi et Le Mans, GRIDEQ - GRIR - C.N.R.S., URA 915, 1991, 350 p.

Cette publication présente les résultats d'une recherche comparative portant «sur les conditions de la décentralisation et les mutations des dynamiques socio-territoriales des espaces ruraux et régionaux» dans la France de l'Ouest et dans le Centre et l'Est du Québec. Plus précisément, l'ouvrage est constitué des actes d'un colloque intitulé «Entre la décentralisation et la dévitalisation: quel avenir pour le rural?» qui clôturait un programme franco-québécois de recherche inauguré en 1986 avec la participation de chercheurs des universités des Pays de la Loire (Nantes, Angers et Le Mans) et de trois universités du réseau de l'Université du Québec (Rimouski, Chicoutimi et Trois-Rivières).

L'ouvrage se divise en quatre parties: une première sur la décentralisation, une seconde sur la dévitalisation rurale, une troisième sur l'agriculture et une quatrième sur les rapports entre les espaces ruraux et les dynamiques urbaines.

Sur la *décentralisation*, trois textes dont deux portent exclusivement sur le Québec. Jean CERMAKIAN propose plutôt une périodisation qu'un véritable bilan des politiques de décentralisation et de développement régional au Québec. Il insiste fortement sur le virage qu'opère le gouvernement libéral en 1985 et notamment sa remise en question du rôle des M.R.C. Jacques CHEVALIER tente de dépasser l'opposition centre-périphérie en proposant la notion de «région intermédiaire»: cette dernière désignerait des régions se situant entre les territoires métropolitains et des territoires-nature. La modernisation de l'appareil de l'État à partir des années 1960 et les politiques de décentralisation des activités tertiaires auraient favorisé l'émergence de telles régions intermédiaires donnant ainsi une consistance nouvelle aux villes qu'on y trouve sans pour autant induire une nouvelle logique du développement. Dans une des contributions les plus intéressantes, Juan-Luis KLEIN essaie de caractériser les

transformations du rapport entre l'État et le pouvoir local en France et au Québec. Si la première phase de décentralisation était axée sur les services selon une logique au demeurant centralisatrice, la phase actuelle — celle des contrats de plan français et celle des ententes Québec-régions privilégiant la concertation et le partenariat — irait dans le sens d'un nouveau partage de pouvoir entre des dispositifs centraux de l'administration étatique et de nouveaux dispositifs régionalisés, réalisant ainsi un transfert de la gestion du social vers les instances régionales et locales.

Six textes font le point sur la *dévitilisation* des sociétés locales de type rural. Pour Clermont DUGAS et Bruno JEAN, cette notion peut être définie selon au moins deux grandes dimensions: la décroissance démographique et la diminution progressive de l'activité économique, notamment la *déprise* agricole. Bruno Jean insiste davantage sur l'importance des représentations des acteurs touchés par ces transformations matérielles ou morphologiques. Ce faisant, il met bien en lumière les différences entre la France et le Québec: dans un cas, la dévitilisation renvoie plutôt à un rétrécissement de la diversité économique chez les collectivités rurales (petits commerces, petits ateliers, cafés, boulangerie, etc.) alors que, dans l'autre, elle se manifeste principalement dans la *déprise* agricole et le dépeuplement pur et simple. Par ailleurs, comme le relève Jean-René BERTRAND, le dépeuplement ne prend pas nécessairement la même forme dans les deux pays: les communes rurales françaises sont peuplées davantage de personnes seules et âgées (et de ménages agricoles) alors que les municipalités rurales québécoises le sont surtout de familles constituées avec enfants. Pour des raisons historiques et autres, les populations rurales françaises seraient plus enracinées et moins mobiles que les québécoises. À partir de l'étude des marges des Laurentides mauriciennes, Armand SÉGUIN montre que les municipalités rurales québécoises sont elles-mêmes contrastées et touchées fort inégalement par la dévitilisation. Trois types de municipalités peuvent être identifiées: celles où le renouvellement des effectifs est compromis, celles pouvant être caractérisées par une stagnation démographique et, enfin, celles où on observe une revitalisation partielle, soit les zones périurbaines et les zones récréotouristiques.

Comme l'explique Paul LAROCQUE, dans sa présentation de la coalition Urgence rurale de l'Est du Québec, la dévitilisation peut donner lieu à des phénomènes de résistance et de mobilisation large, voire de créativité. À partir de la visite de deux localités (l'une au Québec, Saint-Denis, l'autre en France), Hugues DIONNE plaide en faveur du maintien de l'objet rural qu'il définit moins en opposition à l'urbain que par un modèle de développement donnant priorité à l'économie sur le social, à la mobilité sur l'enracinement et l'attachement communautaire. En somme, loin de renvoyer à une société dépassée, le rural serait porteur de solutions de rechange en dépit de sa dévitilisation.

Les transformations de l'agriculture ont donné lieu à sept contributions. Il apparaît clairement que l'activité agricole a perdu « son statut de première utilisatrice du territoire et des hommes », bien qu'elle continue d'exercer un effet structurant dans les sociétés régionales des deux pays. Quatre contributions portent principalement sur les transformations de l'agriculture et particulièrement la *déprise* agricole alors que trois autres « questionnent les dynamiques socio-territoriales qui se mettent en place dans le sillage de cette restructuration »: tourisme rural, nouvelle représentation de la campagne comme environnement, etc.

En ce qui concerne l'évolution de l'agriculture, Bruno JEAN montre que dans des cadres naturels et humains fortement contrastés (ex. caractère figé de la campagne française

comparativement à l'extrême mobilité de la population rurale québécoise), la régulation marchande en agriculture produit des effets socio-spatiaux semblables dans les deux pays : spécialisation des exploitations agricoles, déprise agricole, etc. Mais comme les réactions à ces effets y sont très différentes, les mêmes processus sociaux et économiques ne produiraient pas nécessairement les mêmes effets dans les deux pays. Jean RENARD s'interroge sur l'avenir des espaces agricoles dans l'Ouest de la France où il découvre un renversement brutal des rapports ancestraux. Jean PEYON compare l'impact des industries agro-alimentaires sur l'organisation et l'évolution agricole régionale dans les deux pays. Il ressort entre autres que «les régions agricoles françaises qui se rapprochent le plus des régions périphériques québécoises sont situées dans les massifs montagneux et leurs bordures: Massif Central, Vosges, Jura, Alpes». Ce faisant, il révèle que la *déprise* agricole est beaucoup moins inquiétante en France qu'au Québec. Cécile RIALLAND compare «les taux et les répartitions géographiques du renouvellement des hommes dans l'agriculture» au pays de la Loire et au Québec. Si les disparités sont plus importantes au Québec, il n'en demeure pas moins que le taux de remplacement des exploitations québécoises est supérieur en raison d'un processus de rationalisation plus avancé.

Le développement du tourisme rural peut être vu comme un moyen de relever le défi de la *déprise* agricole. Jean-Baptiste HUMEAU compare les situations québécoise et française. «Malgré la similitude des objectifs gouvernementaux et le réel parallélisme observable entre ces deux réseaux», le niveau de développement est tellement inégal que la comparaison demeure difficile. Convaincu que l'habitat rural peut être un facteur de développement local, Jean DESY présente avec beaucoup d'enthousiasme l'expérience française des Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement qu'il souhaite voir se multiplier au Québec. Enfin, Raymond BEAUDRY propose une analyse comparée des luttes écologistes concernant l'environnement rural dans les deux pays. S'inspirant d'Alain TOURAINE, sa comparaison porte sur les trois dimensions d'analyse que sont les sujets, l'historicité (les modèles culturels et les enjeux du conflit central) et les mouvements sociaux. Cette analyse permet de bien distinguer les luttes défensives allant dans le sens de l'utopie communautaire ou de la défense d'un mode de vie existant et les mouvements sociaux qui sont porteurs d'un nouveau projet de société (ex. les luttes pour un aménagement intégré des ressources).

La dernière partie porte sur *les espaces ruraux et les dynamiques urbaines*. Si dans un premier temps, la redistribution de la population s'est faite en direction des pôles urbains, dans un deuxième temps, on assiste à des flux entrecroisés, évolution apparemment semblable au phénomène délocalisation-relocalisation des activités économiques. En raison de l'immensité du territoire et de la faiblesse du peuplement, la restructuration territoriale en cours au Québec, où l'on trouve non seulement des espaces périphériques faiblement habités mais aussi des territoires inoccupés (réserves naturelles), serait plus complexe que celle observée en France. Nicole SZTOKMAN examine la situation de l'espace rimouskois mettant en lumière la faiblesse de l'armature urbaine (ex. prédominance d'un tertiaire de consommation) et ses conséquences sur l'environnement rural en voie de dévitalisation. Maurice HERIN s'arrête sur le cas de la région parisienne (où il constate une réduction de l'emploi industriel au profit d'un tertiaire fortement hétérogène) pour centrer son analyse sur les évolutions récentes de la grande couronne et plus spécifiquement sur La Sarthe qui occupe «une position géographique charnière entre la métropole parisienne et l'ouest de la France». Robert ROULEAU examine les transformations des communes rurales dans le département de La Sarthe. Son analyse met en lumière d'importantes différences entre les communes situées

aux lisières de la ville et celles plus lointaines qui doivent faire face au phénomène de la dévitalisation. Si les premières, bien que non homogènes, ont pu profiter de l'étalement urbain, les secondes qui subissent les conséquences de la dévitalisation peuvent dans certains cas également profiter de ce phénomène donnant l'illusion d'un dynamisme démographique. Dans ce dernier cas, ce ne sont plus les activités agricoles qui contribuent à maintenir en place une population mais les services qu'on y retrouve.

Comme c'est souvent le cas pour les actes de colloque, les textes sont inégaux tant du point de vue de la qualité que du point de vue de la thématique ou même de la méthodologie (ex. le choix des régions comparées). Cela dit, l'ouvrage constitue une contribution fort intéressante pour ceux et celles qui s'intéressent à l'avenir du monde rural. La comparaison France-Québec n'est pas plaquée ou encore superficielle: les chercheurs français font preuve d'une très bonne connaissance de la réalité québécoise alors que les chercheurs québécois semblent bien maîtriser les dossiers français qu'ils analysent. Les points communs entre des étendues rurales de la France de l'Ouest et celles de l'Est et du Centre du Québec reposent sur l'importance des ressources agricoles (et forestières pour le Québec) et sur les effets négatifs de la modernisation des activités dans ce secteur. Cette dynamique régressive ne se fait pas nécessairement toujours au profit des villes de ces régions même si dans un premier temps ces dernières ont semblé en tirer avantage. Les campagnes comme les villes sont d'ailleurs fortement contrastées dans les deux pays. De plus, et c'est sans doute la partie la plus intéressante des résultats de ces recherches, il existe de fortes différences entre le monde rural français et le monde rural québécois tant du point de vue de l'histoire que de la composition sociale et des activités économiques. Ce qui peut constituer à certains égards une évidence permet tout de même de mieux comprendre la spécificité du monde rural de chacune de ces deux sociétés.

Benoît LÉVESQUE

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Bruno RAMIREZ, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique 1860-1914*, Montréal, Boréal, 1991, 205 p. (Traduction de *On the move: French-Canadian and Italian migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914*, Toronto, McClelland and Stewart, 1991, 172 p.)

Cet ouvrage réunit cinq essais distincts qui peuvent être lus séparément. Une brève introduction et une conclusion plus étoffée servent à justifier l'amalgame de ces études dans un même livre. Rédigé avec soin et bien documenté, chacun des essais constitue un apport intéressant, important et original, sous plusieurs aspects, au vaste domaine de l'histoire des migrations.

Le professeur Ramirez apporte un éclairage nouveau sur le lien qui existerait probablement entre les deux courants migratoires auxquels il s'intéresse, à savoir celui des